

BRÉSIL

LES AMBITIONS D'UN GÉANT AGRICOLE ENTRAVÉES PAR LA RÉCESSION ÉCONOMIQUE

Dans leurs dernières projections 2015-2024, la FAO et l'OCDE consacrent un chapitre important aux perspectives de l'agriculture brésilienne. Les tendances antérieures de cette nation émergente en matière d'agriculture et de biens alimentaires sont confirmées. Il s'agit d'une puissance agricole en gestation, tournée vers la conquête des marchés. Sauf que le Brésil connaît une récession importante, pouvant contrecarrer ses ambitions agricoles.

Lorsque l'on se penche sur l'état présent des marchés internationaux de produits agricoles et alimentaires, le Brésil apparaît en pleine lumière. Il s'agit non seulement d'un des grands producteurs mondiaux de biens destinés à l'alimentation humaine, animale et à l'énergie, mais aussi l'un des tout premiers exportateurs. De plus, la progression de ce pays dans ces différents domaines a été, somme toute, relativement rapide, puisque sa conquête des marchés et son accumulation d'excédents commerciaux en produits agricoles et alimentaires remonte en gros à une vingtaine d'années. L'affirmation du Brésil et de ses firmes multinationales de l'agroalimentaire dans

l'économie mondiale a bouleversé la hiérarchie des nations agricoles et des industries de la transformation (IAA). L'exercice réalisé conjointement par la FAO et l'OCDE au sujet des perspectives relatives à ce pays apporte un éclairage permettant d'évaluer ses forces et ses faiblesses.

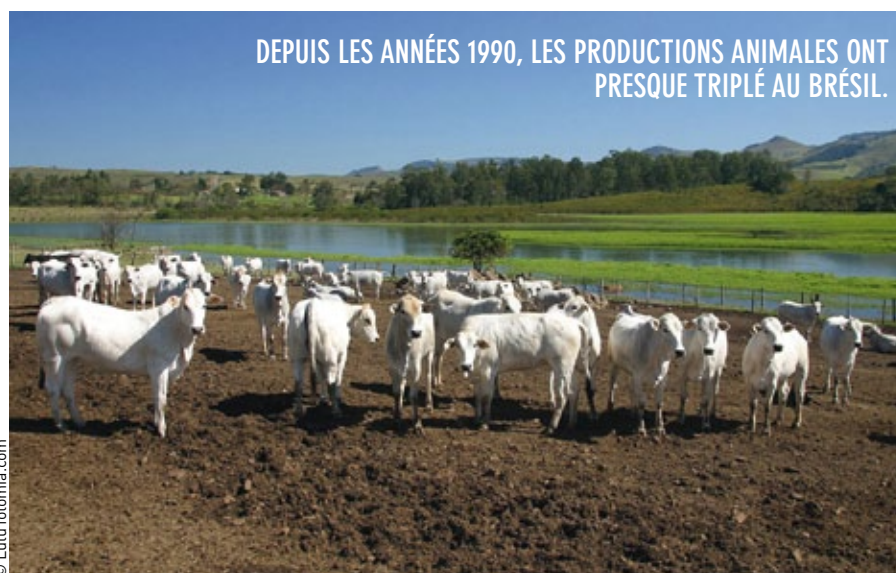
UN SECTEUR DÉCISIF POUR L'ÉCONOMIE DU BRÉSIL

En l'espace de vingt ans, le Brésil a réalisé des prouesses économiques qui lui ont permis, non seulement de se hisser au rang de puissance émergente mais, surtout, d'augmenter le revenu par habitant

et, par voie de conséquence, de réduire la pauvreté. Ce pays figure aujourd'hui dans la catégorie des « pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure » selon la Banque Mondiale. La part de la population totale vivant avec moins de deux dollars par jour est ainsi passée de près de 16 % il y a encore une décennie à moins de 7 % en 2013. Dans ce processus, les poches de malnutrition qui ont longtemps caractérisé le Brésil se sont réduites.

L'un des fondements de cette réussite réside dans la volonté affichée par les gouvernements successifs de faire de l'agriculture et des IAA l'un des fers de lance de l'économie brésilienne, au travers du prisme des exportations. Celles-ci pesaient en 2013 36 % des exportations totales. Au regard de la faible croissance des importations, le Brésil dégage et accumule depuis de nombreuses années des excédents commerciaux agroalimentaires, faisant de lui le troisième exportateur mondial, au point d'être en position de force dans les négociations commerciales à l'Organisation Mondiale du Commerce (figures 1 et 2). Le secteur agricole français en sait quelque chose, puisque la part du Brésil dans les exportations mondiales de produits agricoles a dépassé celle de la France. Le secteur agricole est d'autant plus important pour l'économie brésilienne qu'il ne draine pas moins de 13 % de la population active. Par extension, l'agrofourniture, les IAA et le commerce de détail contribuent pour plus de 16 % au Produit Intérieur Brut, et pour 18 % à l'emploi. Par rapport au début des années 1990, la production agricole a plus que doublé, et, dans cet ensemble, le point fort du Brésil, à savoir les productions animales, ont triplé.

Le Brésil est parti à la conquête des marchés mondiaux dès le lendemain des Accords de Marrakech signés ●●●



●●● en 1994. Les exportations brésiliennes de produits agricoles et alimentaires ont bénéficié de la dynamique de la demande mondiale, et singulièrement de celle émanant de la Chine et des pays du Moyen-Orient. Soja, viande bovine, volailles, café, jus d'orange, sucre, éthanol, autant d'avantages comparatifs que s'est construit ce pays pour figurer au rang des grandes puissances agricoles. Ses exportations agroalimentaires représentent aujourd'hui près de 9 % du total mondial, contre moitié moins en 1990. De telles performances n'empêchent guère le Brésil d'être un importateur important (plus de 11 milliards de dollars d'importations en 2013), notamment de blé, d'huile d'olive, de produits laitiers.

Certaines exportations ont toutefois été orientées à la baisse ces dernières années, en particulier dans le secteur de la viande bovine. Ce recul des exportations de viande bovine s'explique par l'agglomération de facteurs sanitaires, plaçant les produits sous embargo, monétaires avec l'appréciation de la devise nationale, le Real, puis en raison de la hausse de la consommation intérieure de viande.

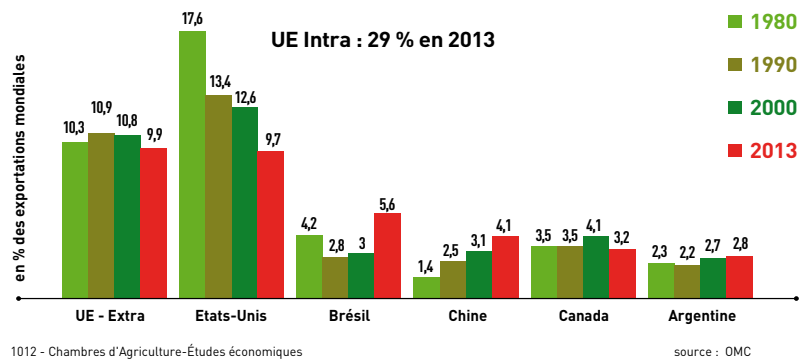
DES PERSPECTIVES FAVORABLES MAIS INCERTAINES¹

L'exercice de projections agricoles 2024 réalisé sur le Brésil par la FAO et l'OCDE intervient au moment même où cette économie vient d'entrer en récession (figure 3). Le décrochage du PIB brésilien s'enclenche en 2010, sans que l'Etat n'ait été en mesure de le juguler. Les deux institutions internationales indiquent que, en dépit de cette contraction du PIB, elle ne remet pas fondamentalement en cause l'orientation favorable de l'agriculture brésilienne dans la décennie à venir. Sous l'impulsion de rendements positifs et d'une extension des surfaces agricoles (+ 20 % par rapport à la période 2012-2014), les grandes productions végétales (coton, canne à sucre, oléagineux) devraient continuer à croître, assorties d'une certaine stagnation des prix.

Dans cet ensemble, le soja serait tendanciellement la culture la plus rému-

¹ Pour tous les détails sur ces projections relatives au cas du Brésil, se reporter à OCDE-FAO (2015), Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO 2015-2024, Paris.

Exportateurs de produits alimentaires



Commerce extérieur du Brésil en agroalimentaire



nératrice pour les producteurs, du fait de la croissance attendue des exportations. Selon la FAO et l'OCDE, ces exportations de soja devraient rapporter pas moins de 23 milliards de dollars en 2024. De même, dans le domaine du coton, le Brésil intégrerait la catégorie des principaux exportateurs mondiaux, la part de la production exportée devant se situer aux alentours de 63 %.

L'expansion des productions animales (viande bovine, de volaille, mais aussi porcine) apparaît solide sur les dix prochaines années. Une pluralité de facteurs le laisse entendre selon la FAO et l'OCDE. Faible coût de l'aliment du bétail, progrès de la génétique, bonne orientation des demandes domestique et internationale, maîtrise de la parité monétaire face au dollar, autant de paramètres conduisant les deux institutions à faire du Brésil à l'horizon 2024 le grand acteur sur les marchés mondiaux des viandes. A elle seule, la viande de volaille représenterait près de la moitié de cette croissance de la production de produits carnés.

La progression attendue des productions agricoles du Brésil s'inscrit dans des dis-

positifs de politique agricole qui, du fait de la position agressive de cette économie à l'OMC, à de quoi surprendre l'observateur. En 2014, près de 3 milliards de dollars furent affectés aux agriculteurs, sous forme de prix de soutien, d'achats publics et de préservation des stocks publics. A ces outils s'ajoutent une politique monétaire très favorable aux agriculteurs, au travers des crédits bancaires se distinguant par des taux d'intérêt très favorables et de mécanismes de rééchelonnement des dettes adaptés aux trésoreries des exploitations agricoles.

La progression attendue des productions et des exportations brésiliennes reste toutefois suspendue à la durée et à l'ampleur de la crise économique qui secoue ce pays depuis près d'un an, sans parler des turbulences politiques qui la caractérisent depuis le début de l'année 2015. Les exportations brésiliennes de produits agricoles ont été jusqu'en 2014 tirées par le dynamisme de la croissance chinoise, considérée comme l'un des grands consommateurs mondiaux de produits de base (tableau 1).

Taux de croissance du PIB brésilien en volume



SELON LA FAO ET L'OCDE, LES EXPORTATIONS DE SOJA DEVRAIENT RAPPORTER AU BRÉSIL PAS MOINS DE 23 MILLIARDS DE DOLLARS EN 2024



© Luciano De Faveri-Fotolia

Le syndrome hollandais

Par «maladie hollandaise», on entend les répercussions d'une hausse des prix des produits de base sur la parité de la monnaie et les exportations des autres secteurs d'activité. Lorsque le prix d'une matière première augmente, cela se traduit par un excédent de devises imputable aux exportations. Sans mesure correctrice instaurée par l'État ou la Banque Centrale, cet excédent de devises débouche sur une appréciation de la monnaie nationale, laquelle pénalise les autres secteurs, à l'instar de l'industrie, et favorise les importations, compromettant la robustesse d'un excédent commercial. L'épargne se détourne alors de l'industrie, pour se réfugier dans des investissements plus lucratifs, engageant ainsi un processus de désindustrialisation.

Le Brésil est en effet l'un des pays d'Amérique latine ayant connu l'augmentation la plus forte des coûts unitaires du travail, juste derrière la Colombie. Enfin, la faible propension à renouveler par des investissements massifs les structures productives, à diversifier les sources des avantages comparatifs.

Il est par conséquent suggéré de nuancer l'optimisme de la FAO et de l'OCDE, qui fait du Brésil la grande puissance agricole de demain. Basculant d'une stratégie d'industrialisation à une forme de «re-primarisation», l'économie brésilienne, qui a durant plusieurs années impressionné, se trouve aujourd'hui confrontée à une dépendance trop intensive aux produits de base et à la demande émanant des autres pays émergents, la Chine en tout premier lieu. Récemment entré dans une phase d'instabilité politique, le Brésil n'a pas un horizon économique particulièrement dégagé. Alors que les émergents avaient tiré la croissance lors de la grande crise de 2007-2008, ils sont à leur tour pris dans la nasse. Les révisions conséquentes des prévisions de croissance publiées récemment par le FMI et par l'OCDE, montrent que l'écart entre la croissance des pays avancés et celle des émergentes sera à la fin de 2015 voisin de zéro. ●

Thierry POUCH

Chambres d'Agriculture de France
Direction économie des agricultures et des territoires

Part de la Chine dans la consommation mondiale de produits de base (en %)			
	2012	2013	2014
Minerai de fer	64.5	67.0	69.0
Nickel	46.5	50.5	51.3
Plomb raffiné	43.6	44.8	45.1
Cuivre	43.0	45.3	47.0

Sources : BREE, ICSG, INSG, ILZSG

Avec le recul de sa croissance, la capacité d'absorption de matières premières de l'économie chinoise apparaît singulièrement écornée. Le ralentissement des importations chinoises de soja, du fait de la baisse d'activité des usines de trituration, occasionne une érosion des recettes tirées des ventes de graines, préjudiciable à l'économie. Il s'en est suivi une abondance d'offre de biens agricoles qui comprime les prix sur les marchés. Le Brésil est dès lors confronté à un phénomène bien connu des économistes, la « malédiction des matières premières » (ou « syndrome hollandais ») (encadré). Ayant axé sa stratégie de développement économique sur les produits de base, le Brésil a connu un processus de désindustrialisation relative, lequel obstrue la capacité de rebondir sur l'industrie manufacturière dès lors que les prix des produits de base diminuent fortement, et

que les investissements productifs dans les infrastructures, dans l'industrie n'ont pas été réalisés. Au passage, signalons que les exportations brésiliennes de produits manufacturés ont diminué de quelque 50 % entre 2005 et 2012².

Au-delà des effets de la récession, il existe des contraintes lourdes pouvant faire obstacle à l'affirmation du Brésil comme première puissance agricole mondiale. D'abord le défi environnemental. Le dynamisme agricole de cet immense pays fait douter de sa capacité à garantir la viabilité écologique de l'agriculture. Ensuite, l'amorce d'un essoufflement de la compétitivité fondée sur des coûts salariaux limités, inférieurs à ceux mesurés dans les autres grandes nations agricoles, dans la mesure où ces salariés augmentent à mesure que le niveau de vie s'élève et que les gains de productivité demeurent peu dynamiques.

² Lire notamment P. Salama (2014), Des pays toujours émergents?, La Documentation Française, Doc' en Poche.